

no 16

nov 83

EXPRESSION IMMIGRES-FRANCAIS

issn 0753-4574

4f 0 mensuel de la FASTI



SOLIDARITE AVEC LES IMMIGRES

SOMMAIRE

SPECIAL MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME

Marseille : Tract d'appel	3
Reportage : "Nous sommes tous des enfants d'immigrés"	3
Aix en Provence : tract d'appel	6
Avignon : tract d'appel	6
Etape en Avignon	6
Valence	8
Portraits de marcheurs	9
Itinéraire de la marche	11
Initiatives : Forum Justice - Lyon	12
Rassemblement Cité Gutenberg	12
"Rengainez, on arrive..."	13
Égalité des Droits	14
Montpellier : le procès du racisme	15
Marche pour l'égalité et contre le racisme (tract distribué par les marcheurs)	16

EXPRESSION IMMIGRÉS-FRANCAIS
4 square Vitruve 75020 PARIS

Directeur de la Publication : Michel LEFRANC
Commission Paritaire : 59079

Abonnement annuel : 35 frs
(Chèques à l'ordre de la FASTI
CCP 15269 21 C PARIS)

Editeur : FASTI 4 square Vitruve 75020 PARIS

JUSQU'À FIN DÉCEMBRE L'ANTI-INFLATION.

35 f
par an

EXPRESSION IMMIGRÉS
FRANCAIS

abonnez-vous!

EXPRESSION
IMMIGRÉS-FRANCAIS

35 F/AN

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Règlement : Chèque bancaire CCP Autres

Chèques à l'ordre de la FASTI - CCP 15 269 21 C PARIS

MARSEILLE

tract d'appel

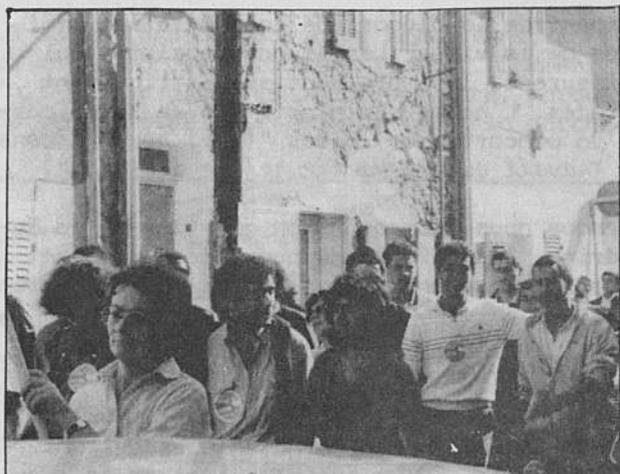
MARCHE POUR L'EGALITE DES DROITS ET CONTRE LE RACISME.

Du 15 octobre au 3 décembre de Marseille à Paris, une vingtaine de personnes vont entreprendre cette marche.

Cette initiative, partie des Minguettes à Lyon est une riposte à la campagne raciste développée particulièrement lors des élections de Mars 1983 qui s'est soldée :

- * A Lyon : Agression armée de la police contre Toumy, jeune immigré, responsable de "SOS Avenir Minguette".
- * A Dreux : Election à la municipalité des militants d'Extrême-Droite...
- * A Paris : Ala Courneuve, assassinat d'un enfant...
- * A Aix, à Marseille : Divers attentats racistes revendiqués par des groupes fascistes, notamment à la Cayolle où un enfant a été tué par une bombe.

La réponse du gouvernement fut de réglementer la vente des 22 longs rifles... et par le ministre de l'Intérieur de faire interdire une manifestation de protestation suite à l'attentat à la bombe de la Cayolle !



La liste des crimes racistes est encore longue ...

A travers cette marche :

- Nous voulons dénoncer tous ces attentats
- Nous voulons montrer qu'il y a des gens qui affirment être heureux que la France soit de "toutes les couleurs", pour que toutes les communautés soient partie prenante du présent et de l'avenir de la France.
- Nous exigeons du gouvernement qu'il mette tout en oeuvre pour trouver et punir les assassins racistes et qu'il dénonce publiquement toute campagne raciste.

2ème, 3ème, 4ème GENERATION

NOUS SOMMES TOUS DES ENFANTS D'IMMIGRES

"2ème, 3ème génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés".

Le slogan résonne comme un défi à la mémoire collective de cette ville dont 9 habitants sur 10 sont issus de différents courants migratoires. "A Marseille, il n'y a pas de français", s'exclamera une femme lors d'une interview.

Ce "nous sommes tous des enfants d'immigrés" résonne ici, plus qu'ailleurs, de manière toute particulière.

— LA LONGUE MARCHÉ DANS MARSEILLE —

Nous sommes le 15 Octobre. Il est 11 heures. La "première marche pour l'égalité et contre le racisme" traverse les quartiers sud de Marseille.

Les journalistes de la presse régionale prennent deux ou trois photos et disparaissent. Le lendemain, "le Méridional", dans un très bref article conclut ainsi : "(...) marche pour protester contre les agressions dont sont victimes les immigrés et contre le courant xénophobe qui, selon eux, se développe en France". Edifiant !

— DE LA CITE EXILEE... —

Nous sommes partis à 9 heures 30 de la Cayolle, cité de transit exilée au-delà des quartiers résidentiels. A la Cayolle, comme dans les quartiers nord, les bombes ponctuent régulièrement l'explosion de racisme que connaît la cité phocéenne. Ici, il y a à peine quelques mois, une bombe a tué un enfant. A la cité de la Bricarde, c'est une bombe qui a soufflé une cage d'escalier deux jours auparavant.

Nous sommes une centaine à démarrer la marche derrière la banderole de tête "Marche pour l'égalité - Marseille 15 Octobre, Paris 3 Décembre", tenue par les marcheurs, auxquels viendra se joindre Françoise Gaspard. "Comment aurais-je pu ne pas être là", dira-t-elle "ce sera un début de dialogue et de prise de conscience des français".

→

— "APPRENDRE A VIVRE ENSEMBLE" —

Claude Servan-Schreiber se joindra à la marche peu après le départ car, affirme-t-elle "la priorité qui se pose aussi bien aux immigrés qu'aux français, c'est d'apprendre à vivre ensemble". Interrogée sur un possible consensus national en France sur le problème du racisme, elle dira : "si je suis là c'est pour dépasser les clivages. En tout cas, le problème qui nous préoccupe le plus c'est la renaissance des violences racistes".

Jean Bloquaux, du secrétariat d'état auprès des Immigrés est là en observateur, il se refusera donc à toute déclaration.

marchons parce qu'il n'y avait plus que ça à faire". Toumi Djaija est là mais il préfère rester en retrait. Puis Fathi, militant de l'ASTI prend la parole au nom du collectif de Marseille et après un rapide tour d'horizon de la situation dans cette ville - attentats racistes, difficultés de regroupement familial, logement, etc - il reprend les revendications du collectif : droit de vote, carte unique... (voir tract ci-joint).

— ... VERS LES QUARTIERS NORD —

Il est 14 heures lorsque nous reprenons notre longue marche vers les quartiers nord où est



Vers midi, nous sommes 250 lorsque nous arrivons au Vieux Port devant la Mairie, où se tient une conférence de presse. Christian Delorme réprecise que cette marche est née de la volonté de "construire une nation plurielle", que l'initiative est une "main tendue de la fraternité" pour une "France en danger de racisme".

Pour Farouck, de SOS Avenir Minguettes, la marche doit susciter un mouvement contre les crimes racistes. Et puis il conclut : "nous

concentrée la plupart de la population immigrée de la ville. Les slogans racistes qui "fissent" les murs sont systématiquement effacés. L'homme qui s'active à le faire porte un pancarte sur le dos "(...) nous faisons le travail que la Mairie refuse de faire".

Lorsque nous débarquons au quartier de la Buserine, les enfants du quartiers "prennent d'assaut" la banderole de tête. Moment de tendresse. →

(suite du tract)

Mais la lutte contre le racisme passe par LA RECONNAISSANCE DE L'EGALITE DES DROITS entre français et immigrés et toutes les communautés de ce pays.

- . DROIT DE VOTE AUX MUNICIPALES comme l'avait promis le candidat Mitterand en 81.
- . DROIT AU REGROUPEMENT FAMILIAL
- . DROIT A UN LOGEMENT DECENT
- . DROIT A UNE CARTE UNIQUE DE 10 ANS RENOUVELABLE NON INFORMATISEE POUR TOUS LES IMMIGRES.

ARRET DES CONTROLES AU FACIES suite aux dernières mesures gouvernementales qui ont pour effet immédiat LES RAFLES et le fait que désormais tout immigré est un clandestin en puissance !!

Cette marche sera donc l'occasion de mettre sous le feu des projecteurs les luttes contre le racisme et pour l'égalité des droits. Dans toutes les villes qu'elle traversera des Comités d'accueil sont mis en place pour soutenir les marcheurs.

Comité Marseillais :
ASTI, MRAP, CIMADE, Mission Populaire, ARA, CIDIM, ASEC, LCR, PCML, PSU.

Les habitants du quartier sont à la fenêtre. "Descendez, venez avec nous". Quelques jeunes se joignent à nous. Apparaît alors une équipe de télévision, qui fait quelques plans de loin. Ils ne s'approchent pas, aucune interview. Le reportage passera le soir même aux actualités régionales, puis sur les chaînes nationales.

A La Buisserine, il y a quelques années, un jeune a été tué, comme ici à la Cité des Flamands, où nous arrivons. C'était en 1980. Mohamed Lahouari tombait sous une rafale de la mitrailleuse du CRS Taiffer. L'émotion et la colère avait provoqué alors un mouvement très fort des jeunes de la cité.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent du peu de réactions que la marche a l'air de provoquer dans la cité. Le comité de jeunes semble vaguement au courant de l'initiative. J'interroge un membre de l'ASTI : "qu'est-ce que tu veux, ça fait quinze jours qu'on a été prévenus, on a eu à peine le temps de se mettre d'accord sur le tract et de le tirer".

Après avoir traversé la cité de transit "La Paternelle", nous rejoignons la cité Bassens où nous sommes reçus au Centre Social par les jeunes du quartier. Et la marche finit pour aujourd'hui. Un pot, quelques échanges sur la situation à Bassens et le pourquoi de cette marche.

— "QUE 15 JOURS POUR PREPARER" —

Le soir, lorsque nous nous retrouvons, l'heure est à un premier bilan à chaud. Comment se fait-il que dans les quartiers nord, marqués par des luttes très importantes, la marche

soit passée, pas inaperçue, mais presque comme une initiative "à côté"... La réponse est unanime : " nous n'avons eu que 15 jours pour préparer le départ de la marche". Alors tout bilan qui peut être fait du départ de la marche, doit au préalable, tenir en compte le délai de préparation.

Il est bien évident que la longue marche dans Marseille (25 Km) ponctuée (et donc ravivée) par des interventions, des spectacles, des initiatives originales, aurait permis une plus large popularisation de cette initiative et en retour un soutien aux luttes des habitants de ces quartiers et la prise en compte de la diversité et la richesse de chacun d'eux.

La marche est passée dans les quartiers, mais elle n'a fait que passer. Des associations, des comités de jeunes existent pratiquement dans chaque cité, et en tant que tels, ils apparaîtront peu, jusqu'à ne pas apparaître du tout dans la signature du tract. "On pensait que ça allait bouger", dira le lendemain Patrick de SOS Avenir Minguettes.

— "C'EST UN BILAN POSITIF" —

Mais Didier reste confiant. "C'est un bilan positif. Ils avaient la lourde tâche de faire démarrer la marche, ce n'est pas facile. On peut regretter que les quartiers où nous sommes passés n'aient pas été suffisamment informés à l'avance. Mais je pense que les gens qui nous ont vu passer, ont lu les tracts, vont continuer à entendre parler de la marche. Pour eux, c'est un travail en profondeur qui se fait." Ce sera notre conclusion.

• José Vieira

EGALITE DES DROITS

AFFIRMER QU'ON EST HEUREUX QUE LA FRANCE DEVIENNE DE TOUTES LES COULEURS!



Pour soutenir les actions dans le cadre de la marche :

- * "8 pages" EGALITE DES DROITS
- * Carte postale à envoyer à l'Elysée.

A demander à la FASTI (frais de port payants)

réaction

MARSEILLE

MARCHERA JUSQU'AU BOUT

Comme chacun le sait, l'idée de la marche est partie de Lyon, mais son départ était Marseille.

Mi-septembre, on reçoit une lettre concernant une marche qui devait démarrer début octobre !...

Le contenu vague de la lettre, la date trop proche et le manque de mobilisation pour cause de fin de vacances, tout cela provoque un certain attentisme.

Quelques jours après, C. DELORME téléphone et un rendez-vous est pris à Marseille auquel sont invités plusieurs membres d'associations (surtout de jeunes immigrés). La discussion permet d'avoir beaucoup plus d'éléments sur le sens d'une telle marche et sur le rôle des comités de soutien locaux.

Deux réunions sont provoquées les 3 et 8 octobre. C'est la course ! La plupart des participants insiste pour que les revendications nationales et locales soient prises en compte (voir tract).

Conscients du peu de temps de préparation, le collectif de soutien marseillais a misé sur l'information : tracts et affiches et surtout les médias locaux et nationaux.

Par contre, le soutien financier est passé au second plan (la vente des cartes s'est faite le jour même du départ).

Aujourd'hui, on peut dire que l'impact de la marche continue à susciter des réactions puisque cela a été l'occasion de faire plus largement l'information. A Aix en Provence plusieurs personnes ont déclaré qu'elles avaient eu l'information grâce à la télévision et à la radio.

Aujourd'hui même, France Inter Provence en a parlé. Plusieurs groupes de jeunes de Bassens, de la Cayolle, des flamands, de la Buisserine veulent monter à Lyon à la fin du mois et le 3 décembre à Paris.

Le 15 octobre a été vraiment le départ d'une sensibilisation sur Marseille. Les réactions qui se poursuivent montrent que Marseille "marchera" jusqu'au bout !

Saïd B. (le 21.10.83)

AIX EN PROVENCE

tract d'appel

**"DE NOMBREUSES
VIOLENCES RACISTES"**

LA MARCHÉ POUR L'EGALITE EST UNE ACTION NON-VIOLENTE RASSEMBLANT LES HABITANTS DE FRANCE DE TOUTES ORIGINES POUR LA CONSTITUTION D'UNE NATION SOLIDAIRE.

LA MARCHÉ POUR L'EGALITE CONCERNE AIX :

On y constate en effet de nombreuses violences racistes

- dans les problèmes de logement, de la part des agences immobilières,
- dans les cafés, du cours Mirabeau particulièrement,
- dans certains supermarchés,
- dans les boîtes de nuit,
- dans les rues, avec notamment l'assassinat d'un jeune d'origine maghrébine à la ZAC en août 1983.

Il est donc important de soutenir cette marche.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

- Venir au rassemblement à la MJC Bellegarde (37 bd A. Briand) entre 18h et 22 h (rencontres échanges, théâtre, musique, buvette, sandwichs...)
- Acheter les cartes que nous vous proposons à envoyer à François Mitterand.
- Soutenir financièrement cette marche pour l'égalité :
- Faire une étape avec le groupe de marcheurs
- Venir à Paris le 3 décembre (fin de la marche et rassemblement national). Signalez votre désir de vous joindre à ce rassemblement à Paris, en téléphonant au 26 46 89 (ASTI) les mardi et jeudi de 18H.30 à 20H. Si nous sommes nombreux, nous pouvons louer un car... ou un train !...
- Indépendamment de la marche, participer au rassemblement en hommage aux victimes du racisme à la ZAC Jas de Bouffan (salle Agora) aujourd'hui 14 H.

Signé : Un ensemble d'associations, syndicats, communautés religieuses et individus qui se sont sentis interpellés par l'initiative des jeunes des Minguettes.

AVIGNON



tract d'appel

rassemblant des habitants de France de toutes origines pour la constitution d'une société solidaire, fera étape à AVIGNON les 19 et 20 octobre 1983.

Son objectif : Offrir un moyen simple et efficace pour manifester un vaste courant de solidarité entre les diverses communautés qui font aujourd'hui notre nation alors que, dans le contexte de crise économique, la xénophobie et le racisme s'aggravent, que les communautés d'origine immigrée sont rejetées, même quand elles travaillent et vivent ici depuis de nombreuses années.

Le moyen de lutte choisi est UNE METHODE TYPIQUEMENT NON VIOLENTE, expérimentée avec succès à l'étranger et en France, par exemple par les paysans du Larzac en 1978.

Les associations signataires de cet appel, solidaires de cette action, entendent faire de cette marche l'occasion d'une réflexion et d'un engagement. Elles vous proposent :

1) D'ACCUEILLIR LES MARCHEURS venant de Tarascon mercredi 19 dans l'après-midi et/ou de les accompagner vendredi 21, à leur départ d'Avignon pour Orange.

2) De PARTICIPER AU MEETING, jeudi 20 à 20H.30 - SALLE DES FETES "Maître d'Avignon" où un débat permettra de forger des propositions qui seront transmises au gouvernement, pour que l'avenir des communautés étrangères devienne meilleur.

Signé : AMF - ASTI d'Avignon Alternatives - UD-CFDT - Coordination Vauclusienne Pour le Désarmement - MDPL - MRAP - PSU - SGEN CFDT Vaucluse - SNES - Vie nouvelle.



ETAPE EN AVIGNON

— UN TEMPS FORT : LE MEETING —

Jeudi 21 Heures : meeting organisé par le collectif de soutien à la marche pour l'égalité et contre le racisme. 350 personnes environ sont dans la salle au moment où Christian Delorme prend la parole.

Après un large tour d'horizon sur les difficultés que rencontre la population immigrée, sur les liens qui existent entre pays riches et pays pauvres, "causes, d'une certaine façon, de l'immigration", mais en rappelant aussi qu'elle avait toujours existé, qu'elle soit interne ou externe, qu'elle soit du nord ou du sud.

Il présente ensuite l'objectif de la marche et finit son exposé en disant : "de fait, nous serions bien obligés de changer de peau, c'est d'ailleurs fait depuis longtemps, c'est ce qui fait la richesse de notre pays".

Ensuite, une militante de l'ASTI d'Avignon rappelle les problèmes que rencontre la population immigrée dans la région et plus particulièrement en Avignon : problèmes de scolarisation, de vie quotidienne dans les quartiers, des sans papiers et des employeurs qui font travailler au noir.

Les jeunes marcheurs expliquent pourquoi ils ont décidé de faire cette marche. Il est à souligner et ils le rappelleront plusieurs fois, que cette marche était apolitique, "pas de politique dans la marche", c'est une action humaniste, non violente.

Ensuite, le débat s'est instauré dans la salle, et la question qui revenait le plus souvent était "comment continuer après pour lutter efficacement sur le terrain du racisme ?"

←

Beaucoup d'autres questions ont été soulevées : droit de vote, lutte contre les employeurs clandestins, problèmes de l'insertion, etc... Mais au-delà de tout cela, les éventuelles nouvelles actions pour l'après marche n'ont pas été discutées, même si des gens dans la salle ont insisté là-dessus.

— QUE FAUT-IL EN PENSER ? —

Dans la période actuelle il est un droit de rappeler à tout moment, et les marcheurs devaient avoir la langue sèche ce soir-là, que F. Mitterrand a fait des propositions concrètes pendant la campagne électorale de 1981, promesses non tenues. Ce n'est pas le semblant de propositions faites le 31.08.1983 sur l'insertion qui satisferont la population immigrée.

LA CARTE UNIQUE, LE DROIT DE VOTE, LE REEL REGROUPEMENT FAMILIAL, sont des objectifs qu'

il faut arracher par des luttes et je pense que le problème n'est pas que F. Mitterrand soit ou ne soit pas à l'arrivée de la marche à Paris, mais que l'ensemble des collectifs créés à l'occasion de cette marche continuent ensuite à lutter pour que les propositions deviennent des actes.

Les beaux discours de Mitterrand à Cancun et à l'ONU ne sont que de la poudre aux yeux afin de cacher une réalité qui empire de jour en jour, c'est que la France prend une couleur raciste et que le gouvernement ne fait rien pour que cela change. Je dirai simplement aux marcheurs, apolitisme oui, mais quand le monde aura changé ! Pour le moment, rendez-vous à la prochaine étape.

•Roger Mathieu
le 22.10.1983

VALENCE: UN MOMENT IMPORTANT POUR FAIRE AVANCER NOS REVENDICATIONS

Valence, 25 octobre. Un rendez-vous important des marcheurs avec la population de Valence, surtout la population jeune.

Début d'après-midi : les marcheurs se répartissent dans trois quartiers et entament un débat avec les jeunes sur les problèmes qu'ils vivent quotidiennement.

Après, la troupe "Roses des sables" joue des sketches sur le racisme dans la rue. Cela permet un rassemblement d'environ 200 personnes, ce qui n'a pas manqué de poser des problèmes avec le Front National et obligé de changer, au dernier moment, le lieu de rendez-vous.

Le soir : Un meeting rassemble plus de 300 personnes, dont plus de la moitié sont des immigrés et surtout des jeunes. Le débat a démarré après un rappel d'un passé jalonné de luttes de solidarité dans cette ville et l'affirmation que la population immigrée ne comprendrait pas que la marche ne soit pas porteuse des revendications qui se posent aujourd'hui.

Les jeunes marcheurs ont bien compris qu'à Valence, comme ailleurs, la population immigrée (et non seulement) entend faire de cette initiative aussi un moment important pour faire avancer ces revendications.

C'est dans ce sens que le comité de soutien a remis aux marcheurs un cahier de revendications et que des jeunes de Valence marchent jusqu'à Lyon.

NOTE :

Bernard LANGLOIS (A.2) a filmé l'arrivée et le meeting pour l'émission "Résistances" du 3 novembre consacrée à la marche.

Comité de soutien :

ASTI Valence - ASTI Montélimar - ASTI Aubenas - CIMADE - MRAP - Foyer Laïc de Valence Saulles - Syndicat des travailleurs Paysans - Syndicat de la Magistrature - CFTD Santé - Féd. P.S. de la Drôme - PSU - ASPAL - MAN - Pastorale des Migrants - Chrétiens dans l'Information - Pax Christi - AMFP.

Ils sont une quinzaine à marcher depuis le 15 Octobre. Qui sont-ils ? Pourquoi ont-ils décidé de se "mettre en route" ? Qu'attendent-ils ?

Quelques portraits pris dans la foulée du départ :



“JE MARCHE, JE DOIS MARCHER !”

"Depuis 1969, je me suis engagé dans ce milieu immigré. L'expérience que j'ai faite lorsque j'ai été prisonnier de guerre en Allemagne, expérience d'être à la fois étranger et méprisé, m'a ouvert aux problèmes des immigrés en France. On est sensibles à la montée du racisme en France, surtout depuis les dernières élections. Alors, j'ai fait paraître fin juillet dans un journal local "La Croix de la haute Marne", un article où je disais cette phrase qui au fond a déclenché ma marche d'aujourd'hui : "si les syndicats, les partis, les associations, les églises ne sont pas capables de se mobiliser contre le racisme en ce moment, je ne vois pas à quoi ils servent".

Deux mois après, je reçois l'appel de cette marche et je me suis dit : "Tu as écrit cet article, ça n'a pas été difficile de l'écrire, maintenant il s'agit de le mettre en pratique... Je marche, je dois marcher".

Expression : *Quels résultats attends-tu de ce mois et demi de marche ?*

- Pour moi, je suis sûr que ça va changer quelque chose, mais je ne sais pas quoi. Pour les autres, surtout au plan régional, pendant un certain temps, ça va réveiller les types qui s'endormaient.

- Crois-tu à son impact déjà sur les organisations sinon au niveau de l'opinion publique ?

- Si elle ne l'a pas, ce sera très grave. Si cette marche ne déclenche pas de réactions sur les associations, les partis, etc... alors là se serait très très grave, car ce que vivent les travailleurs immigrés c'est au fond la révélation de ce que vivent les français sans s'en apercevoir.

- En ce qui concerne le départ de Marseille, Comment l'as-tu ressenti ?

- Cela a été un rodage. Une marche, c'est quelque chose d'important, il faut faire son apprentissage. L'équipe de Marseille n'a pas eu beaucoup de temps pour préparer... Il faut quand même que je dise, il ne faut pas que la marche continue comme elle a commencé hier. A mon avis on était à "côté de la plaque". On était à côté du monde maghrébin. On avait l'impression que ce qu'on disait, ce qu'on criait ne les intéressait pas. Il faut que cette marche ne soit pas simplement une sensibilisation de quelques français et de quelques immigrés, il faut que la communauté immigrée toute entière "marche"

POLICE-JUSTICE

-JEUNES

Cela fait 15 ans que j'habite aux Minguettes. J'y suis très bien et je ne vois pas pourquoi je partirais -

PATRICK, 21 ans, chômeur, membre de l'association "SOS AVENIR MINGUETTES".

Comme membre de l'association j'ai vu que c'était mon devoir de participer à cette marche, contre les injustices, pour l'égalité de tout le monde.

Nous sommes six de l'association à marcher. D'autres n'ont pas pu venir, soit qu'ils travaillent, ou ils sont en stage, mais ils vont faire un bout de chemin avec nous vers Lyon, ou nous rejoindre à Paris.

On espère que cette marche va aboutir à quelque chose, que ça va faire bouger du monde et les choses au niveau politique. C'est impensable qu'un type qui tue deux flics prenne 20 piges et qu'un flic qui tue deux mecs soit acquitté. C'est impensable des trucs comme ça.

- Après ce qui s'est passé aux Minguettes, notamment la grève de la faim et tous les événements qui ont eu "la une" des médias, qu'est-ce que vous voulez mettre en avant sur le parcours ? Quel type d'intervention allez-vous avoir ?

- On va parler du problème police-justice-jeunes. C'est important. Il y a beaucoup de chômage, les jeunes ne savent pas quoi faire, c'est un gros problème qui se pose au niveau du quartier...

- Est-ce que vous vous êtes retrouvés dans ce qui s'est passé hier à Marseille ?

- Pas tout-à-fait. On pensait que ça allait bouger plus. Il y a beaucoup d'étrangers à Marseille et on dirait qu'on n'a pas été compris.

- Hier, il y avait plusieurs revendications qui ressortaient, telles que le droit de vote, le droit au regroupement familial, contre les contrôles racistes. Est-ce qu'à SOS AVENIR MINGUETTES vous reprenez les revendications, ou alors vous restez sur les revendications de la cité : le problème de la réhabilitation, les rapports police, justice

- Ces points sont très importants. Nous voulons essayer de régler en premier le problème police, justice. Mais on se bat pour toutes les autres revendications : le relogement, le droit de vote...

- Aux prochaines étapes et en tenant compte du bilan de Marseille, qu'attendez vous ? Quand vous arrivez quelque part, quel type d'actions, d'initiatives, souhaitez-vous ?

- Dans chaque ville, on voudrait qu'il y ait des débats où beaucoup de gens pourraient assister, racistes ou pas, où l'on puisse tous discuter. Mais il faut que cela amène à quelque chose, que les gens comprennent. Il faut informer les gens des problèmes qui existent.

"QU'ELLE SERVE DE LEÇON..."

Un chômeur, français, décide au dernier moment de marcher...

J'habite à Paris, je suis chômeur. Je suis venu à Marseille pour trouver du travail. Hier, j'ai vu des affiches pour la marche pour l'égalité et contre le racisme, j'ai suivi la marche et je la continue jusqu'au bout, jusqu'à Paris, pour lutter avec les camarades contre le racisme.

- Pourquoi cette décision ?

- J'ai toujours bien travaillé avec les immigrés et cela pendant 10 ans. Suite à ce que j'ai vu à la télévision, le massacre de gosses et tout ça, j'ai décidé de suivre la manifestation.

- Qu'attends-tu de cette marche ?

- Qu'elle serve de leçon à tous ceux qui sont racistes, que le Président de la République fasse quelque chose pour punir tous ceux qui tuent ces gosses qui ne demandaient qu'à vivre.

- Que penses-tu du départ à Marseille ?

- Ce n'est pas mal. On aurait été plus nombreux, ce serait mieux. J'espère que par la suite on sera plus nombreux.

LA FRANCE EST EN DANGER DE RACISME

Didier, jardinier,
Communauté de l'Arche.

Je suis là car j'ai été interpellé très fort par l'appel de Christian Delorme. "Je crois que la France est en danger de racisme et qu'il faut faire quelque chose pour toucher les gens, pour éveiller les consciences. Je crois qu'on est tous frères, il faut faire des efforts pour arriver à vivre tous en harmonie.

- Quelles répercussions attends-tu de la marche ?
- Il peut y avoir à la fois ce courant de fraternité que nous voulons démontrer, toucher le cœur des gens et en même temps une

volonté revendicative en ce qui concerne les droits des immigrés. Il y a à la fois un côté revendicatif et politique et un côté fraternel pour toucher la conscience des gens. Il ne suffit pas de dire qu'on revendique des droits. Il faut que l'opinion publique change.

- Tu n'oppose pas la politique de la main tendue comme l'a définie C. Delorme à des revendications ?
- C'est tout-à-fait complémentaire, et je crois que ce qu'on a vu à Marseille que les jeunes qui sont à l'initiative de cette marche ont plus cette vision.
- Qu'attends-tu localement de cette marche ?
- Il faut qu'elle ne soit pas seulement la marche des marcheurs, mais qu'elle invite les gens à y participer. Ce que j'espère aussi, c'est que dans toutes les villes se fasse une sensibilisation préliminaire à la marche pour qu'il y ait un rassemblement, des débats, que ça fasse "tâche d'huile"...

Propos recueillis par José Vieira.

ITINERAIRE DE LA MARCHÉ

Mardi 1^o novembre : VOIRON
 Mercredi 2 novembre : LES ECHELLES
 Jeudi 3 novembre : CHAMBERY
 Vendredi 4 novembre : Au matin, départ en train pour MACON (avec changement à CULOZ et à BOURG-EN-BRESSE)
 Samedi 5 novembre : TOURNUS
 Dimanche 6 novembre : CHALON-S/SAONE
 Lundi 7 novembre : NUITS ST GEORGES
 Mardi 8 novembre : DIJON
 Mercredi 9 novembre : Au matin, départ en train pour BESANCON
 Jeudi 10 novembre : BAUME LES DAMES
 Vendredi 11 novembre : L'ISLE SUR LE DOUBS
 Samedi 12 novembre : MONTBELLiard
 Dimanche 13 novembre : BELFORT
 Lundi 14 novembre : (à définir)
 Mardi 15 novembre : MULHOUSE
 Mercredi 16 novembre : GUEBWILLER
 Jeudi 17 novembre : COLMAR
 Vendredi 18 novembre : SELESTAT
 Samedi 19 novembre (à définir)
 Dimanche 20 novembre : STRASBOURG
 Lundi 21 novembre : Départ en train pour NANCY
 Mardi 22 novembre : PONT A MOUSSON
 Mercredi 23 novembre : METZ
 Jeudi 24 novembre : Départ en train pour LILLE



Vendredi 25 novembre : ROUBAIX-TOURCOING
 Samedi 26 novembre : Départ en train de LILLE pour AMIENS
 Dimanche 27 novembre : BRETEUIL
 Lundi 28 novembre : BEAUVAIS
 Mardi 29 novembre : MERU
 Mercredi 30 novembre : PONTOISE
 Jeudi 1^o décembre REGION PARISIENNE
 Vendredi 2 décembre : REGION PARISIENNE
 Samedi 3 décembre : PARIS.

LYON

Forum justice le vendredi 28 octobre

DE 18 H. à 24 H.

Salle Amphis à Vaulx-en-Velin/LYON.



Un an après le meurtre de Wahid Hachichi, la famille et ses amis organisent un Forum Justice à sa mémoire et à celle de tous les jeunes assassinés. Après la mise en Liberté du meurtrier, ils ont en effet décidé de porter l'affaire sur la place publique, et de se regrouper dans une association de défense, "Wahid Association".

Une contre-enquête minutieuse infirme catégoriquement la thèse officielle de "l'auto-défense" et révèle les mêmes tergiversations de la police, de la justice et des médias apparues lors des incidents des Minguettes et ailleurs.

Pour rétablir les faits et rendre hommage à tous les jeunes tués, la famille appelle les mères à se regrouper, à monter à Paris et enfin, à faire entendre leur voix lors des procès en Assises prévus au printemps prochain, et en finir avec l'impunité.

Une cassette-son sur la contre-enquête menée par la famille est disponible pour les radios, les associations et les individus à l'agence IM'média (1) - 23 rue des Cendriers - 75020 Paris - Tél. 725.59.49

Une autre cassette-son sur le mouvement dans les cités de transit est également disponible.

(1) Agence de presse multi-médias créée par des jeunes immigrés (que nous présenterons dans un prochain numéro).

L'association Gutenberg organise le dimanche 6 novembre à 15 h. un rassemblement en commémoration de la mort d'Abdennbi Guémiah, tué il y a un an à la cité de transit Gutenberg par un pavillonnaire voisin.

A l'occasion de cette journée, l'association fera le point sur :

- . Le jugement de l'assassin, prévu pour le printemps prochain, avec la famille et ses avocats. L'association se portera à cette occasion partie civile.
- . Les attentats et les crimes à caractère raciste de ces dernières années et la réaction des communautés visées.
- . L'action pour le relogement des résidents des cités de transit et des nouvelles initiatives à prendre pour accélérer le processus.
- . L'animation et le redéploiement sur un nouveau territoire positif dans la perspective de l'après cité de transit.
- . Les réalisations dans le domaine de la communication sociale (presse, vidéo, radios, photos... participation à l'agence IM'média...) avec une exposition photo et un film vidéo sur le mouvement depuis la mort d'Abdennbi Guémiah et dans le domaine économique avec la présentation de la SCOP de déménagement "Transit-Services" et d'autres projets.

CITE GUTENBERG
125 rue de Bezons
92000 NANTERRE
R.E.R. nanterre ville

Après avoir exposé dans les rues de DREUX pendant les élections de septembre 1983 contre le racisme et le fascisme, MEHDI un jeune peintre dans l'immigration récidive.

Pour soutenir la marche pour l'égalité et contre le racisme, il organise une "exposition contre le racisme et le fascisme" du

6 au 13 novembre 1983 à Paris.

Le dimanche 6 novembre :
à partir de 14 H. : Thé à la menthe
vers 17 H. : Débat "les jeunes immigrés sont-ils cancérogènes ???"

Le produit de la vente de l'affiche de l'Exposition sera versé aux organisateurs de la marche.

L'exposition aura lieu au 105, rue de Crimée - Métro : LAUMIERE ou CRIMEE
PARIS 19 ème.
Tél. 240.16.26

RENGAINEZ ON ARRIVE...

S T O P

"RENGAINEZ, ON ARRIVE", c'est le titre d'un premier tract d'un collectif de jeunes de la région parisienne pour une première initiative : un rassemblement le 15 octobre au canal St Martin.

Objectif : Marquer leur solidarité avec la marche pour l'égalité en lien avec les événements du 17 octobre 1961.

" 17 octobre 1961 : 400 algériens assassinés au bois de Vincennes et jetés à la Seine, au canal Saint-Martin. Ils manifestaient pour l'indépendance de l'Algérie et contre le couvre-feu raciste appliqué aux seuls algériens.

. Depuis, ce sont des centaines d'assassinats racistes perpétrés contre les communautés étrangères vivant en France, notamment au cours de ces deux dernières années ou nous assistons à un véritable déchainement du racisme. Tous les prétextes sont bons pour faire "la chasse à l'immigré".

*

"RENGAINEZ, ON ARRIVE", même titre pour une deuxième initiative le 29 octobre pour marquer le passage des marcheurs à Lyon :

"Abdelkader (17 ans) assassiné... GHEMIAH Abdenbi (19 ans) assassiné... M'RAIDI Nacer (18 ans) blessé et paralysé à vie... MESSOGH Moussa (19 ans) assassiné... GHOURI Yassid (23 ans) assassiné... DJAIDJA Toumi (20 ans) blessé... OUANNE Toufik (9 ans) assassiné... TOUS ASSASSINÉS OU BLESSÉS SOUS LES BALLES DES "SHERIFS DE BAN-LIEUE", AINSI QUE DES CENTAINES D'AUTRES..."

Depuis le 15 octobre 1983, UNE TRENTAINE DE JEUNES, FRANÇAIS ET IMMIGRÉS de la région Lyonnaise ont entamé la 1ère MARCHÉ NATIONALE CONTRE LE RACISME ET POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS. (Marseille : 15 octobre 1983 Paris : 3 décembre 1983). Les jeunes à l'appel de S.O.S. AVENIR MINGUETTES" vont exprimer leur refus du RACISME, revendiquer tous leurs DROITS, dénoncer les assassinats perpétrés ces derniers temps contre les communautés étrangères et plus particulièrement contre les JEUNES IMMIGRÉS.

Avec eux nous JEUNES DU COLLECTIFS JEUNES DE PARIS regroupant diverses associations issues de l'immigration, rétorquons que nous ne voulons plus être la proie des :

"TONTONS FLINGUEURS MALADES DE LA GACHETTE ET DES DUPONT LA JOIE"

STOP ! LA CHASSE EST FERMÉE

On nous accuse d'être responsable de la crise économique, du chômage, de l'insécurité etc... à ces contrevérités nous opposons notre volonté de lutter pour que notre intégrité PHYSIQUE, MORALE, SOCIALE ET POLITIQUE SOIT RESPECTÉE aujourd'hui dans cette société à laquelle nous appartenons et que nous formerons demain.

Pour marquer le passage des marcheurs à Lyon le 29 octobre 1983, nous vous appelons à participer nombreux au rassemblement :

— LE SAMEDI 29 OCTOBRE 1983 —

A 14 HEURES - PLACE DE LA NATION (METRO NATION)



"CHASSE FERMÉE"

EGALITE DES DROITS

Pour que la marche pour l'égalité des droits et contre le racisme soit un succès, il est intéressant de se demander ce que l'on veut obtenir de cette marche.

Les participants les moins ambitieux se fixent comme seul objectif de rassembler le maximum de personnes à Paris à l'arrivée de la marche le 3 décembre et espèrent réussir en présentant la lutte contre le racisme, comme un concept abstrait en évitant d'aborder le sujet concrètement, en évitant notamment toute expression revendicative.

Il est certain que si on n'obtient que ce type de "succès", à savoir un grand rassemblement sans signification, la marche ne débouchera sur aucun changement dans les comportements ni sur une diminution des causes de la montée du racisme.

UNE SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE RÉUSSIE

La marche peut aussi, si on le veut, déboucher sur des propositions et, dès le 3 décembre, être le siège de l'expression du désir d'une société multiculturelle réussie, où la cohabitation des différentes communautés vivant en France sera possible sans domination de l'une sur les autres et sans discrimination.

La marche peut aussi être le siège de l'expression des multiples propositions constructives qui existent dans le secteur associatif et syndical, concernant une meilleure intégration des immigrés. Elle constituerait ainsi une première forme de débat sur l'immigration. Débat désiré depuis si longtemps par les associations, les syndicats et bien des partis politiques et grâce auquel les slogans simplistes et les idées fausses perdraient du terrain.

Notre proposition c'est l'égalité des droits entre français et immigrés. Les militants des ASTI sont prêts à en discuter et souhaitent que F. Mitterrand n'oublie pas que c'était la 80ème de ses 110 promesses électorales en 1981.

« — l'égalité des droits des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue).
— droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français.
Le droit d'association leur sera reconnu.»
(proposition 80 tirée des 110 propositions).

CARTE UNIQUE DE 10 ANS

La première étape vers l'égalité des droits, parce que la plus facile à mettre en oeuvre et parce que soutenue par une très large frange de l'opinion, sera maintenant le vote d'un projet de loi instituant une carte unique de 10 ans non informatisée pour les immigrés et renouvelable de plein droit (c'était aussi une promesse électorale de F. Mitterrand pendant sa campagne électorale en 1981).

Les militants solidaires avec les immigrés, réellement enthousiastes et ambitieux mobiliseront sur leurs quartiers, leurs banlieues, ou leurs campagnes pour une montée à Paris le 3 décembre la plus massive possible et surtout sur les mots d'ordre d'égalité des droits pour la carte unique, pour une société interculturelle.

LE DÉPART D'UNE ACTION DURABLE

La marche pour l'égalité des droits sera alors le départ d'une action durable contre le racisme. Mobilisation pour qu'elle ne prenne pas la forme d'un simple rassemblement symbolique, tel un soubresaut impuissant issue de notre inquiétude devant la montée du racisme.

En effet, grand départ vers la construction d'une nouvelle société interculturelle, ou bien action symbolique sans lendemain, cela dépend de la forme de notre mobilisation.

•Michel LEFRANC

LE PROCES DU RACISME

Le 23 octobre 1983, le tribunal de première instance de Montpellier devra se prononcer sur le bien fondé de la plainte pour diffamation déposée par le représentant local du Front National contre Paul ALLIES, tête de liste de la LCR aux municipales de mars 83. Ce dernier a bien voulu répondre à nos questions.

- Peux-tu rappeler brièvement les faits ?
- "Trois jours avant le premier tour, une émission de TV à FR3 Montpellier présentait un débat contradictoire entre les différentes têtes de listes. Mon temps de parole est intervenu immédiatement après celui de Mr GILLE, représentant le Front National. J'ai alors démarré par cette remarque : "Je n'ai rien à voir avec ces racistes du Front National", Cette petite phrase n'a pas déclenché d'incident sur le moment, mais le F.N. a réagi -comme il le fait à chaque fois qu'il se fait traiter de raciste- en déposant une plainte...trois mois plus tard."
- On peut s'attendre à ce que le tribunal ne juge pas sur le fond - le F.N. est-il raciste ou pas - mais sur la forme. Comment se présente ta défense ?
- "Du strict point de vue du droit, plusieurs éléments sont en ma faveur. Il existe une jurisprudence consacrant la relaxe lorsqu'il s'agit de propos publics tenus dans le cadre de campagnes électorales. La justice admet que le ton monte sans qu'il soit question d'injure. Or, le F.N. fait l'erreur de déposer une plainte en diffamation sans préciser dans quel contexte, et surtout, en m'accusant d'avoir personnellement diffamé Mr GILLE. Evidemment, la qualification de "raciste" visait le F.N. dans son ensemble et non pas nominativement son représentant local."
- Avec ces atouts, la défense se présente bien. Comment entends-tu profiter de ce litige pour faire "le procès du racisme" ?
- "Je maintiens mon affirmation comme quoi le F.N. est raciste, et grâce à un large soutien, nous allons le prouver : sans tous les citer, un certain nombre de témoins tels que G. SENES (député socialiste de l'Hérault), B. ALIBERT (Conseiller Général Socialiste), LEVY (Responsable National du MRAP), des représentants de la CFDT, de la Ligue des Droits de l'Homme, etc... viendront à la barre pour renforcer mes propos. Nous utiliserons les 3 H d'audiences comme tribune. De plus, les témoins qui n'auront pu déposer pourront

prendre la parole au meeting contre le racisme qui se tiendra le soir-même.

- Pourquoi une pétition ?

- "Cette pétition qui sera remise au Tribunal prend une valeur particulière. En effet, le F.N. a déclaré qu'il attaquerait en justice toute personne qui dénoncerait cette organisation comme raciste. L'affirmation collective par le biais de la pétition met dans l'embarras le tribunal qui se verrait, en conséquence, dans l'obligation de poursuivre autant de signataires à la demande du F.N. ! La pétition sert également à concrétiser le large courant d'opposition au développement du racisme."

- Quelle signification pourrait avoir ta relaxe ?

- "Même si, comme nous l'avons vu, je peux gagner sur une question de forme, la décision du tribunal sera tout de même comprise par l'opinion publique comme une condamnation du F.N. comme étant raciste. Ce serait la première fois que le F.N. perd un procès."

ODILE DROUET

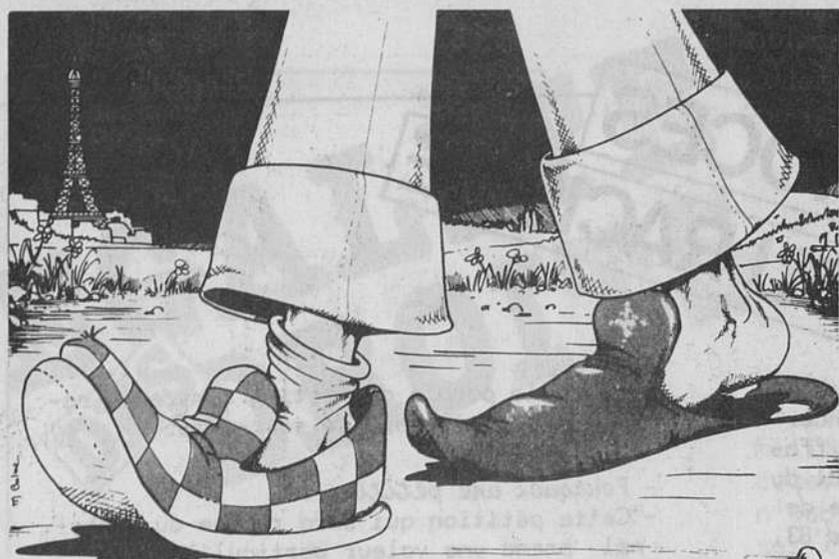
TEXTE DE LA PETITION

UNITE CONTRE LE RACISME.

L'extrême droite, avec le Front National, et souvent avec la complicité de la droite, a mené, lors des élections municipales de mars 1983, une campagne ouvertement xénophobe et raciste. Aujourd'hui elle voudrait faire condamner Paul ALLIES qui, au cours d'un débat public et contradictoire, a dénoncé ce fait à la veille du scrutin.

Je déclare faire mienne cette dénonciation et considérer le Front National comme une organisation raciste.

Cette pétition est soutenue par la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, l'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS, LE MRAP, L'ASSOCIATION VIVRE AU PRESENT, l'ASSOCIATION POUR UNE CULTURE SANS FRONTIERE, l'ASSOCIATION SOLIDARITE FRANCO-ARABE, l'ASSOCIATION DES JURISTES DEMOCRATES, le SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE, LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRES, le PARTI COMMUNISTE MAXISTE LENINISTE, LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, le PARTI SOCIALISTE UNIFIE.



MARCHE POUR L'EGALITE ET CONTRE LE RACISME

**DU SAMEDI 15 OCTOBRE AU SAMEDI 3 DECEMBRE 1983,
DE MARSEILLE A PARIS**

Depuis le début du siècle, la France n'a cessé de faire venir, parce que son économie autant que son équilibre démographique en avaient besoin, d'importantes communautés étrangères qui se sont, pour plusieurs d'entre elles, progressivement fixées et insérées dans notre pays. Aujourd'hui, cependant, à l'occasion de la crise économique mondiale autant qu'en raison d'une crise d'identité qui frappe la société française qui ne trouve plus de représentation d'elle-même, un climat allant dans le sens d'un rejet des communautés d'origine immigrée, particulièrement des communautés du Maghreb, d'Afrique noire ou des Antilles, se développe dangereusement. Par leur multiplication autant que par leur retentissement et leurs implications, les comportements et les propos anti-étrangers, les meurtres et autres actes de violence à l'égard des jeunes Maghrébins, les arguments politiques employés dans des campagnes électorales (Municipales de mars et de septembre 1983) ne constituent pas des faits ponctuels et isolés, mais bien un glissement de toute la société, au delà parfois des clivages politiques. Et à regarder de près le vécu des communautés d'origine immigrée, on constate que sont nombreuses les injustices qui non seulement durent mais encore s'institutionnalisent (logement, travail, scolarité, etc...).

Pourtant, la Loi d'octobre 1981 relative au séjour des Etrangers, affirme que par leur travail et la durée de leur présence, les travailleurs immigrés et leurs familles ont acquis **LE DROIT DE VIVRE EN FRANCE**.

Pourtant, la Loi de juillet 1972 condamne tout acte de racisme.

Pourtant, la Circulaire du 29 avril 1976 du Premier Ministre, voulait favoriser le regroupement familial...

Etc...

En face de cette inquiétante évolution de la société française, pour aller à la rencontre de tous ceux et toutes celles qui veulent bien réfléchir sereinement à l'émergence d'une France devenue pluri-ethnique et multi-culturelle; pour manifester qu'il y a, malgré ce que l'on pourrait croire aujourd'hui, un peuple nombreux qui veut que la vie ensemble des communautés d'origines différentes soit possible dans la paix, la justice et pour le bonheur de tous... nous membres de la CIMADE, de S.O.S. AVENIR MINGUETTES et du M.A.N. de LYON, nous avons pris l'initiative d'une marche à travers la France, partie de Marseille le 15 octobre, pour arriver le 3 décembre à Paris.

Durant tout ce périple pacifique, nous voulons retrouver tous ceux et toutes celles qui veulent avec nous que l'égalité des droits l'emporte sur la ségrégation, que l'amitié ait raison du racisme, et que les chances de paix sociale l'emportent sur les 22 long rifle. La mobilisation que nous réussirons sera ainsi la meilleure réponse à la résurgence de «la bête immonde» du racisme qu'on aurait voulu savoir morte.

Vous pouvez nous soutenir en marchant avec nous, en venant nous rencontrer, en adressant une carte postale au Président de la République, en nous apportant votre soutien financier et en nous rejoignant à Paris le 3 décembre.

Coordination nationale : 3 rue Diderot 69001 Lyon. Soutien financier : MAURIN CCP 2 834 34 D Lyon